

Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

NOMBRE DE CONSEILLERS	DATE DE CONVOCATION	DATE D’AFFICHAGE
Effectif légal 86	14 mars 2022	21 mars 2022
En exercice 85		
Quorum 67		
Votants 79		
Suffrages exprimés : 79		

Séance du 06 avril 2022

N°220406-19

L’an deux mil vingt-deux, le 06 avril à 18h10, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, à la salle cachoise, sise à Grainville la Teinturière, sous la présidence de Monsieur Jérôme LHEUREUX, Président,

Etaient présents :

Jean-François ALIGNY, David ANQUETIL, Laurent APPERCELLE, Pascal BAILLET, Xavier BATUT, Pierre BAZIN, Pierre-Luc BILLIEZ, Cathy BONS, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BRÉANT, Alexandra BUQUET, Bertrand CARPENTIER, Marie-Hélène CHANGARNIER, Jean-Louis CHAUVENSY, Gérard COLIN, Isabelle COMONT, Martine CORUBLE, Odile COUROYER, Joël DESCHAMPS, Raphaël DISTANTE, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Christophe DUBOSC, Philippe DUFOUR, Evelyne DUPUIS, Philippe ETIENNE, Jean-Marie FERMENT, Stéphane FOLLIN, Gérard FOUCHÉ, Didier GASTON, Daniel GEORGES, Laurent GODEFROY, Benjamin GORGIBUS, Françoise GUILLOT, Patrice HOYÉ, Véronique IZABELLE, Hervé JOLLY, David LAMBION, Barbara LANGÉ, Jacques LEBALLEUR, Antoine LECROQ, Magalie LEGRAS, Daniel LEGROS, Béatrice LEROND, Jérôme LHEUREUX, Sandrine LOSAY-ANNEBIQUE, Sophie MAUBANC, Marc MUSONI, Bruno NAZE, Jean-François OUVRY, Didier PEULVEY, Luc POLINSKI, Jean-Paul RENAUX, Marc ROUSSELIN, Maryvonne SCHILD, Daniel SEIGNEUR, Eric SIMON, Yves TASSE, Jean-Pierre THÉVENOT, Bruno THUNE, Patrick TRENDIA, Pascal VANIER, René VIMONT

Etaient absents représentés par leur suppléant :

Jean-François BUREL représenté par Yves GRENET
Patrice FAUCON représenté par Jean-Paul BEUVIN

Etaient absents excusés avec pouvoir :

Lydie BRETTE a donné pouvoir à Martine CORUBLE
Philippe CABIN a donné pouvoir à Benjamin GORGIBUS
Christine CHANGEUX a donné pouvoir à René VIMONT
Valérie CORCEL a donné pouvoir à Jean-François OUVRY
Franck FOIRET a donné pouvoir à Stéphane FOLLIN
Nicole GIBOURDEL a donné pouvoir à Jean-Pierre THEVENOT
Rémi HEROUARD a donné pouvoir à Jérôme LHEUREUX
Jean-Robert LANCHON a donné pouvoir à Jérôme LHEUREUX
Martine LE PAIH a donné pouvoir à Luc POLINSKI
Alain LEPREUX a donné pouvoir à Jean-François OUVRY
Sylvain MONNIER a donné pouvoir à Gérard COLIN
Valérie MORSALINNE a donné pouvoir à Jean-François ALIGNY

Absent excusé :

Pierre-Yves JEGAT

Absents :

Emmanuel BOUST, Philippe CARREIN, Annie DUMENIL, Pascal LARGILLET, Patrick VICTOR

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Sandrine LOZAY-ANNEBIQUE a été élue secrétaire de séance.

..*

FINANCES – Budget principal et budgets annexes – Mise à jour des provisions pour la mise en œuvre du compte épargne temps

N°19

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après CGCT) et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu ensemble les articles L.2322-1 et L.2322-2 du CGCT,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre, modifié par l'arrêté du 1^{er} juillet 2021,

Vu ensemble les arrêtés du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M 57 et du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4,

Considérant que des provisions doivent être constituées, par délibération, pour couvrir les charges afférentes aux jours épargnés sur le compte épargne temps (ci-après CET) par l'ensemble du personnel,

Considérant que cette provision permet de couvrir le coût supporté en cas de consommation des droits ouverts aux personnels concernés (indemnisation, congés...),

Considérant qu'il est proposé de mettre à jour les provisions sur CET et de les ajuster selon le tableau suivant :

BUDGET	MONTANT DES PROVISIONS SUR CET CONSTITUE EN 2021	Mise à jour 2022	Montant total des provisions sur CET
BUDGET PRINCIPAL	65 647,00 €	23,00 €	65 670,00 €
PORT DE SAINT VALERY	- 2 130,00 €	165,00 €	2 295,00 €
SPOM (transféré sur le BP)	825,00 €	-825,00 €	0,00 €
ZONES INDUSTRIELLES	962,00 €	-451,00 €	511,00 €
DELEGATION EAU	203,00 €	-143,00 €	60,00 €
ASSAINISSEMENT DELEGATION	203,00 €	697,00 €	900,00 €
ANC	450,00 €	-450,00 €	0,00 €

Vu l'avis favorable de la commission des finances en date du 15 mars 2022,

Vu l'avis favorable du bureau élargi en date du 16 mars 2022.

Le Conseil Communautaire,
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- constate les provisions pour CET ci-dessus pour couvrir les charges afférentes aux jours épargnés sur compte épargne temps,
- autorise le Président à comptabiliser au chapitre 68 « Dotations aux provisions pour risques et charges » ou au chapitre 78 « Reprises sur provisions pour risques et charges » dans le cadre d'une opération comptable semi-budgétaire sur les budgets cités ci-dessus, de nature à ajuster les provisions constituées.

Pour extrait certifié conforme,
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,


Jérôme LHEUREUX

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut-être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut-être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Par délégation du Président
Le Directeur Général des Services

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,
le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° 19 - Séance du 6/04/2022 est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture :

Date de publication :

Le Président,

J. LHEUREUX





Emmanuel COTTIN

Accusé de réception en préfecture
076-200069839-20220406-220406-19-DE
Date de télétransmission : 08/04/2022
Date de réception préfecture : 08/04/2022

Par délégation du Président
Le Directeur Général des Services



Emmanuel COTTIN

Le 12 juillet 1983 meurant et
répondant à l'art. 82-213 du 2 mars 1982,
la Présidence états que la détermination du Comité
d'administration de l'Etat - Séances de la
en session
dans de réunion en sous-préfecture ;
Date de publication :
Le Président

A. LHERBET